Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 88 (1993)
Heft: 3

Artikel: Denkmalpflege und Architektur : eine neue Verständigung suchen
Autor: Diener, Roger
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-175594

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Conservation des monuments historiques et architecture

A la recherche d'une nouvelle conciliation

par Roger Diener, architecte dipl. BSA/SIA, Bâle (résumé)

Dire qu'il y a désaccord, dans le langage utilisé par les conservateurs de monuments historiques, avec celui que pratiquent les architectes, n'est pas nouveau. Plus d'une fois déjà, des discussions entre protecteurs d'ouvrages historiques et «néo-créateurs» se sont déroulées dans un climat plutôt bouillant. Dans l'article qui suit, un architecte s'étend sur quelques aspects, causes et possibilités de surmonter ces divergences.

On tente ici de poursuivre la discussion – par les six thèses présentées ci-après – sur la conservation des monuments historiques, face à l'architecture contemporaine.

1. D'une manière générale, conservateurs de monuments historiques et architectes se compromettent déjà au moment de leur rencontre.
Déjà Riegl avait exclu toute activité en commun entre conservateurs de monuments historiques et architectes. La cause de ce conflit ne réside pas seulement dans l'incompétence professionnelle des architectes, mais aussi dans leur état d'esprit. Déjà le fait d'une rencontre entre les deux parties laisse entrevoir que quelque chose n'a pas été au mieux. Que, dans une telle situation, les protecteurs de monuments historiques réagissent davantage avec irritation que les architectes – ces derniers, dans la précarité de leur position, se croient encore dans un prétendu engagement pour l'authenticité de leur propre travail – est sans doute une question d'intelligence et de tact.

2. Le dialogue d'une architecture contemporaine avec des constructions anciennes menace de tomber dans un narcissisme. En cela, l'architecte risque d'usurper, dans un sens pittoresque, le monument pour son projet.
Dans la conservation des monuments historiques, il existe une thèse conciliante selon laquelle une architecture moderne, associée à un ouvrage historique, n'est pas à exclure, à la condition que sa réalisation soit confiée à des architectes compétents. Cette idée ne me convainc guère, car la perception de l'ancien est déterminée par le nouveau. Dans ce cas, il est peut-être aussi trompeur d'imposer des prétentions trop élevées à l'architecture, lorsqu'il s'agit de s'associer à des bâtiments anciens. Pour cette raison, j'appuie la revendication de mesures discrètes, pour ce qui est de la conservation d'édifices à caractère historique.

3. Les conservateurs des monuments historiques et les architectes concernés ont à chercher un nouveau niveau de conciliation. Celui-ci doit tenir compte de l'état d'urgence de la conservation des monuments.
En présence de la nostalgie pour des restes de monuments historiques dans un paysage de production industrielle, des critiques sans préjugés s'élèvent, pour que de tels éléments soient simplement laissés en place, et conseillent à leurs conservateurs de refuser – en cas d'adaptations à de nouvelles constructions – toute discussion ayant trait à l'esthétique, pour ne parler que d'argent. Dieter Hoffmann-Axtheim s'exprime ainsi: «A côté de la construction, la conservation des monuments historiques n'est pas une voie secondaire, mais une délimitation de frontière.»

4. Une aide pour trouver ce niveau de conciliation est fournie par l'observation de la continuité de l'exemple de la ville.
L'architecte Bernard Huet a fait la constatation d'une contradiction fondamentale entre l'idée de la ville et le concept d'architecture. Ainsi, la ville représente un fait de la collectivité, l'expression des valeurs publiques d'une majorité, fondée sur la continuité et une reconstruction permanente. L'architecture par contre repose sur un fait d'individualité, l'expression de la vision d'un particulier ou d'un groupe, liée à des événements et des rapports de forces, limitée et toujours inachevée. Cette conciliation de la ville et de ses immeubles individuels semble être une possible hypothèse pour le dialogue entre conservateurs de monuments et architectes. L'idée de la ville permet de comprendre l'inquiétude des conservateurs et ouvre l'accès à des projets moins impitoyables de la part des architectes.

5. En partant de la ville, il s'agit de créer une nouvelle délimitation du champ de la conservation des monuments historiques et de celui de l'architecture. Ainsi l'architecture doit intervenir au moment où la conservation des monuments s'estompe.
Autrement dit, la conservation des monuments historiques s'arrête lorsque l'architecture se met en place. Portés par notre intérêt pour la ville, et aussi pour la campagne, nous ne devrions pas nous efforcer dans des actions de complémentarité mais plutôt de solidarité. Nous devons abandonner la simultanéité des prétentions. L'un vient après l'autre: d'abord la protection de l'élément de construction existant, puis, une fois celui-ci épuisé, l'intervention de l'architecte.

6. L'architecture doit remplacer la conservation des monuments au moment où cette dernière n'est plus en mesure d'assurer par ses moyens l'apport d'une signification historique.
Il n'existe aucune catégorie pour une architecture contemporaine dans la conservation de monuments historiques, car elle n'a rien à y faire. Mais parfois aussi, il est inévitable qu'un objet protégé nécessite davantage pour sa réfection que pour son entretien. Dans ce cas, il est très important de soumettre l'opération à la conservation des monuments, par un ordre clair et précis. Si aucun résultat satisfaisant ne peut être envisagé, il sera fait appel aux architectes. En tant que tels, nous possédons une chance indiscutable, pour autant que nous travaillions dans le sens de la conservation du monument, ou que notre projet s'établisse à un endroit où la nouvelle construction n'a pas à remplacer un édifice existant. Voici pour terminer deux exemples qui peuvent servir de preuves de notre travail: le bâtiment DOMUS et un immeuble administratif à Bâle.

Zeitgenössische Architektur beginnt, wo die Denkmalpflege aufhört (Bild Möschlin & Disch, Architekturmuseum Basel)
L'Architecture moderne commence là où finit la conservation des monuments.

Denkmalpflege und Architektur

Eine neue Verständigung suchen

von Roger Diener, dipl. Architekt BSA/SIA, Basel

Dass Denkmalpfleger und Architekten das Heu nicht immer auf der selben Bühne haben, ist bekannt. Ja, manchmal setzt es zwischen den Bewahrern des historisch Gewachsenen und den Schöpfern des Neuen hitzige Diskussionen ab. Im folgenden Beitrag geht ein aktiver Architekt auf einige Aspekte, Ursachen und Überwindungsmöglichkeiten dieser Kontroversen ein.

Ich möchte hier versuchen, die Diskussion von Denkmalpflege versus zeitgenössische Architektur anhand einiger Thesen weiterzuführen.

Konflikt in der Anlage

1. Im Allgemeinen sind Denkmalpfleger und Architekten bereits kompromittiert, wenn sie sich begegnen.

Mit dem Begriff des Alterswert hat Riegl die radikalste von allen Grundlagen für die Praxis der Denkmalpflege eingeführt. Sie schliesst jedes gemeinsame Handeln von Denkmalpflegern und Architekten aus. Aber wir müssen nicht so weit greifen, um den Konflikt festzustellen. Martin Fröhlich hat in einem Referat von den Architekten gesprochen, die für ihre Arbeit das Recht auf einen authentischen, zeitgenössischen Ausdruck verlangen und sich nicht mit diskreten Massnahmen, «Retouchen», zufriedengeben wollen. So angesetzt, ist der Konflikt unlösbar. Persönlich teile ich den Pessimismus gegenüber den Fähigkeiten der Architekten, im Sinne der Denkmalpflege zu arbeiten. Allerdings fällt es mir schwer, den Grund dafür nur in der fachlichen Inkompetenz der Architekten zu erkennen. Der Konflikt liegt in der Anlage.

Ich vermute, dass allein das Zusammentreffen von Denkmalpfleger und Architekt bedeutet, dass etwas schiefgelaufen ist. Beide sind schon a priori kompromittiert. Anders kann ich das nicht sehen, wenn der kommunale oder kantonale Denkmalpfleger, der, von Amtes wegen verpflichtet, frustriert die Renovation der Fassade eines Hauses in der Altstadt begleitet, den Architekten trifft, der sein schlechtes Gewissen verdrängt hat und die Auskernung des Hauses für den Einbau der Bankfiliale als Auftrag übernommen hat. Dass die Denkmalpfleger, derart kompromittiert, gereizter reagieren als Architekten, die sich in dieser prekären Situation auch noch in einem vermeintlichen Einsatz für die Authentizität ihrer eigenen Arbeit wähnen, ist wohl eine Frage der Intelligenz und des Taktes.

Ja zu Retuschen

2. Das dialogische Werk zeitgenössischer Architektur mit alten Gebäuden droht in einer Selbstbespiegelung zu enden. Darüber riskiert der Architekt, das Denkmal für sein Projekt in einem pittoresken Sinn zu usurpieren.

Es gibt im Kreise der Denkmalpflege eine versöhnliche These, die besagt, dass moderne Architektur im Zusammenspiel mit historischer Bausubstanz nicht ausgeschlossen werden soll – aber bitte von guten Architekten ausgeführt. Lassen Sie mich dazu einiges sagen: Vor einigen Jahren wurden in einer Ausstellung (Titel: «Créer dans le créé») geglückte Beispiele dieser Art zusammengetragen. Eine frühere Ausstellung ähnlichen Inhalts mit dem Titel: «Bauen im historischen Kontext» hat es übrigens schon Ende der siebziger Jahre gegeben. Interessant an dieser Zusammenstellung ist der Versuch, die Eingriffe zu systematisieren, die Kriterien zu benennen und die Beispiele in einer synoptischen Darstellung zu ordnen. Ich kann diesen Beispielen allerdings nur wenig abgewinnen. Wenn ich die Fotos betrachte, stelle ich an mir selbst fest, dass mich die alte Bausubstanz daran wenig interessiert. Sie ist zu einer Folie geworden, die von den Architekten im Zusammenspiel des Ganzen mehr oder wenig raffiniert inszeniert ist. Im Gegenteil: Je virtuoser die Leistung des Architekten ist, desto schwerer fällt es, sich auf den Grund, auf das Bauwerk zu konzentrieren. Die Wahrnehmung des Alten wird durch das Neue mitbestimmt. Die zugbelasteten Konstruktionen aus Stahl beispielsweise, reduzieren im Dialog die Wirkung des alten Gemäuers auf seine statisch lastende Dimension. So erschöpft sich Alt und Neu. Nie waren Denkmäler wohl weiter von Riegls Alterswert entfernt gedacht als hier.

Schliesslich droht das dialogische Spiel mit der Zeit und ihrem Zeugnis am Bauwerk in Wahrheit die Dimension der Zeit aufzuheben. Um das festzustellen mag es helfen, sich ein künftiges Projekt für ein solches Bauwerk zu denken. Es ist nicht vorstellbar. Selbst die besten Beispiele wie Carlo Scarpa's Museo Castelvecchio in Verona, scheinen ausgereizt. Künftige Architekten werden dort nicht mehr wie Scarpa Neues gegen Altes setzen können. Es hilft auch nicht, wenn wir uns auf eine fortschrittliche Theorie berufen: Wir können in diesen Beispielen auch keine Voraussetzungen erkennen zu ihrer kritische Aneignung im

Sinne Benjamin's. In diesem Spiel werden die Bauwerke, auf ihren Gebrauchswert bezogen, fast immer einschränkend überbestimmt. Es ist eine Spiegelung nach Innen – artistisch und selbstreferenziell. Eine «offene» Aneignung durch den Gebrauch, eine prozesshafte Inanspruchnahme der alten Bauwerke scheint ausgeschlossen. Es ist aus diesen Gründen vielleicht trügerisch, dort hohe Ansprüche an Architektur zu stellen, wo es um den Umgang mit alten Gebäuden geht. Ich unterstütze deshalb auch die Forderung Fröhlich's nach diskreten Massnahmen, nach «Retuschen» für die Bauten-Denkmalpflege.

Grenzbestimmung

3. Die Betroffenen, Denkmalpfleger und Architekten, haben eine neue Ebene der Verständigung zu suchen. Sie hat dem Notstand der Denkmalpflege Rechnung zu tragen.

Georg Mörsch stellt im Nachwort zur Neuveröffentlichung der Texte von Dehio und Riegl die Frage: «Von welchen Denkmälern ist da noch die Rede, wenn wir die neuausgefüllten historischen Fassaden unserer Einkaufsparadiese, die nostalgischen Reste in einer industrialisierten Produktionslandschaft, kurz, die in jeder Hinsicht produktions- und konsumkompatible Denkmalwelt betrachten?» Leider bestehen keine Zweifel über die alarmierenden Verhältnisse. Auch für die Architekten nicht. Aufgeklärte Kritiker wie Dieter Hoffmann-Axtheim treten deshalb dafür ein, verbliebene Teile der Stadt einfach zu belassen, und raten der Denkmalpflege bis dahin, bei angepassten Neubauten jeden ästhetischen Diskurs zu verweigern und ausschliesslich vom Geld zu sprechen. «Denkmalpflege», so bringt er es auf den Punkt, «ist neben dem Bauen kein zweiter Weg, sondern eine Grenzbestimmung».

Dauer und Wandel

4. Um diese Ebene der Verständigung zu finden hilft die Betrachtung der Kontinuität am Beispiel der Stadt.

In einem bemerkenswerten Referat hat der Architekt Bernard Huet die Beziehung zwischen der Architektur und der Stadt diskutiert. Er stellt einen wesentlichen Widerspruch fest zwischen der Idee der Stadt und dem Konzept der Architektur. Die Stadt, so sinngemäss Huet, ist ein kollektives Faktum, sie ist der Ausdruck der öffentlichen Werte einer Mehrheit; die Architektur hingegen ist ein einzelnes Faktum, das gegründet ist auf einer individuellen Vision eines Einzelnen oder einer Gruppe. Die Stadt gründet auf der Kontinuität und Permanenz in Zeit und Raum. Ihr Takt ist jener einer dauernden Rekonstruktion und Neugründung.

Die Architektur dagegen ist diskontinuierlich in Zeit und Raum. Sie ist an Ereignisse gebunden, an das Spiel der Kräfte, an den institutionellen, funktionalen und ästhetischen Wandel. Architektur ist dem Wesen nach begrenzt, fragmentarisch und immer unvollendet, denn sie kann nie die Permanenz in Anspruch nehmen. Schliesslich ist die Stadt der Ort der Konventionen par excellence. Die Architektur hingegen basiert als Kunstwerk auf dem Ausdruck des Unterschiedes, der Ausnahme. Wir wissen natürlich dass sich Stadt und Architektur ergänzen, dass die Monumente zur Architektur zählen und dass sie die kollektiven Werte der Stadt darstellen. Der Schlüssel aber zum Verständnis von Architektur und Stadt liegt im System der Gebäude-Typologie. Der Typ ist die Summe von Konventionen, die verbunden sind mit sozialen Strukturen, kulturellen Modellen und konstruktiven Systemen. Er wandelt sich nur allmählich. Er ist der Stadt und der Architektur zugehörig. Huet schlägt nun vor, den Widerspruch aufzulösen, indem die Architektur den Typus und seine Struktur zum Thema macht. Die Begegnung zwischen Geschichte und Projekt, zwischen öffentlichen und privaten Werten, zwischen Permanenz und Transformation, zwischen Regel und Ausnahme kann, so Huet, ihre Wirkung entfalten, ohne das Gleichgewicht der Stadt zu bedrohen.

Geistige Werte

Das ist alles nicht neu. Auch Consolascio hat in Basel davon gesprochen. Allerdings hat die Denkmalpflege an dieser Idee schon früher Kritik geübt. Bereits 1983 hat sich Norbert Huse aus der Sicht der Denkmalpflege gegen die Inanspruchnahme des Typus verwandt, weil er darin eine neue Bedrohung zu erkennen glaubt. Er schreibt dazu: «...die konkreten Verfahrensweisen sind notwendigerweise denkmalfeindlich: aus Vorhandenem muss das Wesentliche, Typische, Gemeinsame herausgefiltert werden. Aus den vielfach sehr oberflächlich und flink gewonnenen, oft auch nur behaupteten Merkmalen wird dann ein notwendigerweise abstrakter Idealtypus entwickelt. Dieser Idealtypus, den es ja vor und ausserhalb dieser Analysen nie gegeben hat, wird nun als Wirklichkeit behandelt, aus der man objektiv, wesenskonforme Neubauten deduzieren könne.»

Immer wieder begegnen wir der Skepsis der Denkmalpflege gegenüber der Architektur als Idee. Dennoch geht es um geistige Werte. Offensichtlich wirkt der Zugriff der Architekten auf die Baugeschichte irritierend. Georg Dehio hat sich noch mit der Bedrohung geistiger Werte durch ihre Bindung an materielle Substrate auseinandergesetzt. Die Denkmalpflege sieht heute das materielle Zeugnis durch die Diskussion geistiger Werte in Frage gestellt. Dennoch scheint das vorhin skizzierte Verständnis der Stadt und ihrer Gebäude eine mögliche Voraussetzung für das Gespräch von Denkmalpflegern und Architekten. Die Idee der Stadt und ihrer Gebäude, ihre kollektive Zugehörigkeit zur Ideengeschichte und ihre Einzigartigkeit lassen uns erst die Sorge der Denkmalpflege um jedes einzelne erhaltene Bauwerk verstehen. Zudem eröffnet das Verständnis der Bauten-Geschichte und ihrer Kontinuität einen Zugang zum Entwerfen, der nicht so gnadenlos die Virtuosität des Architekten voraussetzt.

Klare Abgrenzung nötig

5. Ausgehend von der Stadt gilt es, das Feld von Denkmalpflege und Architektur neu abzugrenzen. Danach soll Architektur dort einsetzen, wo sich die Denkmalpflege erschöpft hat.

Wie schon festgestellt worden ist, sind Denkmalpflege und Bauen klar abzugrenzen. Es ist auch gefährlich, das eine als Ergänzung des anderen zu sehen. In Artikel 9 der Venedig-Charta steht zur Restaurierung: «Sie hat dort aufzuhören, wo die Vermutung beginnt». Das kann man wohl für das Ganze nehmen: Denkmalpflege hört dort auf, wo die Architektur einsetzt. So gesehen ist Huse Recht zu geben. Aber das gilt nur für die Denkmalpflege. Für die Architektur sind wir selbstverständlich angewiesen, zu abstrahieren, Typisches aufzunehmen, ganz einfach zu wählen.

Getragen von unserem Interesse für die Stadt oder auch für das Land, sollten wir uns deshalb nicht um ein ergänzendes sondern um ein solidarisches Handeln bemühen. Das heisst, dass wir darauf verzichten, das eine gegen das andere aufzuwiegen oder auch zusammenzuzählen, das heisst zu vermengen. Wir müssen die Gleichzeitigkeit der Ansprüche aufgeben. Das eine kommt nach dem anderen. Ohne jeden Zweifel kommt zuerst der Schutz der bestehenden Bausubstanz. Das liegt in der Natur der Sache. Niemand kann sich diesem Anspruch ernsthaft entziehen. Erst wenn sich dieser Anspruch auf Schutz erschöpft hat, fällt es den Architekten zu, einzugreifen. Eigentlich ist dazu von meiner Seite nichts anzufügen. Schliesslich ist es mein Argument, die Dinge auseinander zu halten. Die Denk-

malpflege wird selbst darum besorgt sein, ihre Kategorien und Kriterien zu benennen.

Peinliches Mahnmal

6. Die Architektur hat die Denkmalpflege dort zu ersetzen, wo es der Denkmalpflege mit ihren Mitteln nicht mehr gelingt, geschichtlich Bedeutsames zu vermitteln.

Ich möchte dazu ein Beispiel anführen. In der Zeitschrift «ZEIT» vom 18. Oktober 1991 spricht sich der Architekturhistoriker Julius Posener dafür aus, Schinkels Neue Wache in Berlin so zu restaurieren, wie sie 1931 von Heinrich Tessenow als Mahnmal für die deutschen Kriegsgefallenen des 1. Weltkriegs umgestaltet worden ist. Er widerspricht damit der Meinung der Denkmalpflegerin, die für den Ostteil der Stadt verantwortlich ist. Sie will den Raum so belassen, wie er nach Zerstörungen im Krieg 1951 als DDR-Mahnmal gegen den Faschismus ausgestattet worden ist, weil es, wie sie sagt, «ein Teil der Geschichte des Bauwerks und ein Zeitdokument» sei.

Posener spricht von einem «peinlich gewordenen Mahnmal» und macht den künstlerischen Rang der Tessenow-Fassung geltend. Abschliessend schreibt er: «Die Denkmalpflege ist im besten Sinne problematische Arbeit. Darum muss sie sich an gewisse Regeln halten, das versteht sich. Jede Regel aber verliert ihre Gültigkeit angesichts des Ereignisses, des grossen Augenblicks – um es kurz zu sagen: des Kunstwerks. Hier bleiben die Regeln *in suspenso.*» Sehr viel ist gar nicht geschehen mit dem Raum, wenn ich das so salopp sagen darf. Ich habe das Mahnmal mit Studenten in der DDR besucht. Wir standen im Raum und hatten dabei die Ehrengarde der Volksarmee im Rücken. Das Bekenntnis gegen den Faschismus und die unmittelbare Präsenz dieser unmenschlichen Wache war grotesk und beängstigend zugleich.

Dagegen scheint mir die Diskussion um die beiden Fassungen des Raumes unwesentlich. Keine der beiden wird in der Lage sein, die wahre Geschichte zu vermitteln. Ganz zu schweigen davon, dass Tessenow diesen Raum für die Kriegsopfer unmittelbar vor der Katastrophe des Nazi-Deutschland und seiner Abermillionen von Opfern gestaltet hat. Offengestanden weiss ich nicht, von wo Posener, der selbst Jude ist und vor dem Nazi-Regime fliehen musste, die Kraft und die Gelassenheit nimmt, 1991 für den Einsatz der '31er Fassung des Denkmals zu plädieren. Tessenow hat sich schon damals schwer getan damit. Er soll nach dem Wettbewerbserfolg gezögert haben, das Werk auszuführen. Es schien ihm nicht mehr möglich, mit seiner Raumgestaltung an das Verhängnis der Toten zu erinnern.

Architektur gefordert

Beide Fassungen haben auf ihre Weise ausgedient. Und damit, denke ich, ist die Architektur gefordert. Ob es uns vergönnt sei, an die Stelle der obsoleten Fassung ein Mahnmal von der Qualität eines Raumes zu setzen, wie ihn beispielsweise Josef Beuys an einer Biennale im deutschen Pavillon geschaffen hat, darf uns bei der Erkenntnis nicht kümmern, dass da mit Denkmalpflege nichts mehr zu holen ist. Es gibt also keine Kategorien für zeitgenössische Architektur in der Denkmalpflege, denn dort hat sie gar nichts zu suchen. Sanfte Umnutzungen und Unterhaltsarbeiten von Schutzobjekten verlangen nicht viel. Leider fällt auch das Wenige oft schlecht aus.

Mag sein, dass es manchmal unumgänglich ist, an einem Schutzobjekt mehr zu tun als zu unterhalten. Um so wichtiger wird es sein, das Handeln einem klaren Auftrag der Denkmalpflege zu unterstellen. Wenn es sich erweisen sollte, dass das zu keinem angemessenen Resultat führt, können Architekten berufen werden. Ihr Auftrag ist dann aber ein anderer.

Schoggitaler für Brücken und Wege

Schönheit des Gewöhnlichen

von Hans Schüpbach, IVS, Bern

Der Erlös des Talerverkaufs für Heimat- und Naturschutz 1993 dient der Erhaltung eines besonderen Kulturgutes: den historischen Verkehrswegen. Vier Projekte aus dem Bundesinventar für historische Verkehrswege der Schweiz in den Kantonen Freiburg, Tessin, Bern und Graubünden sollen mit dem Talererlös gefördert werden. Wir stellen sie hier in ihrer Geschichte kurz vor.

Der Pont d'Allières

Man kennt die genaue Bauzeit der heute zerfallenen Steinbrücke, die auf dem Gemeindegebiet von Montbovon den Hongrin überquert, nicht genau. Mit Sicherheit geht ihre Entstehung aber mindestens ins 17. Jahrhundert zurück. Die Tatsache, dass trotz einiger Umgestaltungen das schöne Bogengewölbe stets erhalten geblieben ist, trägt viel zum Wert des Bauwerks bei.

Die Brücke ist aber auch eine Schlüsselstelle auf der historischen Linienführung über den Col de Jaman. Lange Zeit war diese Verbindung der kürzeste Weg zwischen der Waadtländer Riviera (Montreux, Vevey, etc.) und dem Greyerzerland, dem Pays d'Enhaut sowie dem Berner Oberland gewesen. Die ältesten schriftlichen Belege zur Benutzung der Route gehen zurück auf die Zeit der Burgunderkriege (1476), als die Freiburger und Greyerzer Truppen den Jaman überquerten, um die Angreifer aus Savoyen nach Vevey zurückzudrängen.

Im Laufe des 18. Jahrhunderts, wahrscheinlich bereits früher, spielte der Jaman eine wichtige Rolle als Exportroute für Käse aus Greyerz und Charmey sowie in entgegengesetzter Richtung für den Weinhandel. Zu Beginn des 19. Jahrhunderts wurde auch ein Postdienst über den Jaman eingerichtet. Ab 1880 nahm der Verkehr über den Pass stark ab und geriet 1903, als der Eisenbahntunnel für die Montreux-Oberland-Bahn (MOB) durchstossen wurde, allmählich in Vergessenheit.

Saumpfad über die Grimsel

Die Grimsel war bis ins 19. Jahrhundert eine der wichtigsten Nord–Süd-Alpentransitrouten der Schweiz, erreichte jedoch nie die Bedeutung des Gotthards, des Grossen St. Bernhards oder der Bündner Pässe. Der ehemalige Passverkehr über die Grimsel kann nur im Zusammenhang mit dem Gries- und dem Brünigpass verstanden werden. Die Verbindungslinie dieser drei Übergänge ist auffallend geradlinig und bietet sich als Alpenquerung geradezu an.

Konkret fassbar wird die Verkehrsgeschichte über die Grimsel in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts, insbesondere mit dem Vertrag von 1397 zur Sicherung des Handelsverkehrs auf der Grimsel–Gries-Route. Zu dieser Zeit bestand bereits